

Appel pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe!

Projet d'appel à mobilisation européenne

Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe !

Droits des femmes, droit à l'avortement, droit à la santé

(Proposé par le Collectif unitaire de Paris Ile de France)

En solidarité avec l'ensemble des femmes européennes, après la lutte exemplaire des femmes espagnoles en 2015, polonaises en 2016, nous exigeons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe.

Le droit à l'avortement au sein de l'Europe relève de la compétence de chaque Etat.

Interdit en Irlande et à Malte, sous hautes contraintes en Hongrie et en Pologne. le droit à l'avortement, même légalisé est, peut ou pourrait être remis en question par le maintien de la clause de conscience des médecins (Italie), l'absence de structures hospitalières adéquat (Grèce, Bavière), les restrictions de personnels et les suppressions des centres pratiquant l'avortement lors de restructurations hospitalières (France), et, dans tous les pays, par l'élection de gouvernements réactionnaires, conservateurs et rétrogrades.

Nous réaffirmons que :

- L'accès à l'avortement est un droit ;
- L'avortement est un choix personnel – mon corps m'appartient, je choisis ma vie ;

- Des moyens financiers doivent être donnés pour que les centres pratiquant l'avortement et les centres de planification soient accessibles à toutes sur les territoires ;
- Des campagnes tous publics sont nécessaires ;
- L'éducation à la vie sexuelle doit être prodiguée à toutes et à tous pour qu'elles et ils puissent avoir des choix libres et éclairés ;
- La formation aux techniques d'avortement et à l'accompagnement doit faire partie intégrante de la formation initiale des professionnel/les de santé ;
- La clause de conscience des professionnel-les de santé doit être supprimée ;
- Les délais légaux pour avorter doivent être harmonisés sur ceux des pays les plus progressistes en Europe et les États doivent tendre vers une dépénalisation totale de l'avortement.

Premières participantes : Marche Mondiale des Femmes, Planning Familial, CADAC, ANCIC, La CLEF, Collectif Tenon, CNDF, Les Effronté-es, Osez le Féminisme, Femmes Solidaire, Nuit Féministe, Regards de Femmes, LIDF, Nous d'abord Pologne, Alliance des Femmes pour la Démocratie, Ruptures, Rése au Féministe Ruptures, Assemblée des Femmes, Chiennes de Garde, FEMEN, Coordination Lesbienne en France, Fieres, Libres MarianneS, Attac Genre, US Solidaires, CGT, SNPES Pjj FSU, UNEF, SUD Santé Sociaux, UNEF, Ligue des droits de l'Homme, Ensemble, Commission féministe EELV, PCF, MJCF, Alternative Libertaire, .

Nous appelons à la construction d'une mobilisation européenne autour du 28 septembre 2017, journée internationale du droit à l'avortement, où chaque pays inscrira ses revendications en vue d'une harmonisation européenne pour le respect des droits des femmes.